

Unité départementale de l'Isère  
17 boulevard Joseph Vallier  
38040 Grenoble

Grenoble, le 12/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**PDC Chemical SAS**

Rue Lavoisier  
Plateforme de Le Pont de Claix  
38801 Le Pont-De-Claix

Références : 2025-Is092SPF  
Code AIOT : 0100288566

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/04/2025 dans l'établissement PDC Chemical SAS implanté Rue Lavoisier Plateforme de Le Pont de Claix 38801 Le Pont-de-Claix. L'inspection a été annoncée le 18/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection a été réalisée dans le cadre du redressement judiciaire de la société Vencorex et de sa reprise partielle par PDC Chemical autorisée.

L'objectif était de s'assurer que l'organisation en place sur la plateforme permettait d'assurer un niveau de sécurité en accord avec les autorisation délivrées dans une situation où le transfert d'organisation des moyens généraux de Vencorex vers PDC Chemical n'était pas totalement effectif.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PDC Chemical SAS
- Rue Lavoisier Plateforme de Le Pont de Claix 38801 Le Pont-de-Claix
- Code AIOT : 0100288566
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Depuis le 13 avril 2025, la société PDC Chemical est autorisée à reprendre l'activité Tolonate sur la plateforme de Pont-de-Claix.

Cette activité consiste à produire des homopolymères d'isocyanates et des préparations dérivées destinées au marché des revêtements de surface. Ces produits incluent des peintures pour carrosseries automobiles et avions, des vernis pour bois, des traitements pour le cuir, ainsi que des adhésifs. Classés dans la famille des polyuréthanes, ils sont commercialisés sous le nom « Tolonate ». Les isocyanates utilisés sont de type aliphatique, tels que l'Hexaméthylène Di-Isocyanate (HDI) et l'Iso-Phorone Di-Isocyanate (IPDI). Ces composés, provenant d'approvisionnements externes, offrent au produit final une meilleure résistance à la lumière et aux chocs par rapport aux types aromatiques.

L'atelier Tolonate est classé Seveso seuil haut et est soumis à la directive sur les émissions industrielles.

Les principaux enjeux concernent le risque d'incendie et les émissions atmosphériques de composés organiques volatils (COV).

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Equipe de sécurité	Arrêté Préfectoral du 13/04/2025, article 3.4.2	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Organisation	Arrêté Ministériel du 26/04/2014, article Annexe 1	Sans objet
2	Mise en commun des moyens	Arrêté Préfectoral du 13/04/2025	Sans objet
3	Clotûre et gardiennage de la plateforme	Arrêté Préfectoral du 13/04/2025, article 3.1.1 et 3.1.2	Sans objet
4	Plan d'opération interne	Arrêté Préfectoral du 13/04/2025, article 3.6.1	Sans objet
6	Moyen d'intervention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet
7	Surveillance	Arrêté Préfectoral du 13/04/2025,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	des rejets aqueux	article 6.6.2	
8	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 13/04/2025	Sans objet
9	Inertage des cuves de liquides inflammables	Arrêté Préfectoral du 13/04/2025, article 1.1.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En attendant la réorganisation finale entre Vencorex et PDC Chemical, les services généraux de la plateforme sont assurés par le personnel de Vencorex pour le compte de PDC Chemical. Les procédures appliquées sont celles en vigueur jusqu'à présent, mises en œuvre par un personnel expérimenté. Les constats montrent que la situation est sous contrôle.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Organisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/04/2014, article Annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Organisation HSE
<b>Prescription contrôlée :</b>  1. Organisation, formation Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à tous les niveaux de l'organisation, sont décrites, ainsi que les mesures prises pour sensibiliser à la démarche de progrès continu.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté l'effectif maintenu dans le cadre de la reprise des activités liées à l'atelier Tolonate. On retient les points suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Une direction générale composée d'un directeur général, accompagné de deux ingénieurs en chef. Ces derniers sont chargés de l'amélioration technique et du transfert des pratiques de Wanhua vers le site de Pont-de-Claix.</li> <li>- Un service QHSE constitué d'un responsable, de deux techniciens et d'un coordinateur HSE avec Wanhua. Il est à noter que le responsable QHSE dispose d'une délégation de la direction générale en cas d'absence du directeur.</li> <li>- Un responsable supervisant les services de production et de maintenance.</li> <li>- Un service de production composé d'un ingénieur de production et de sept chefs de poste.</li> <li>- Un service de maintenance dont le chef reste à recruter, comprenant deux techniciens en mécanique et un technicien en systèmes de contrôle/instrumentation.</li> <li>- Les entreprises (et leurs personnels) intervenant en sous-traitance pour certaines opérations de</li> </ul>

maintenance sont maintenues.

On note également que les procédures Vencorex concernant la maîtrise des procédés et de l'exploitation sont maintenues. Elles sont amenées à évoluer en fonction du retour d'expérience de Wanhua.

Ainsi, il a été constaté que l'organisation en place est conforme à la description figurant dans le dossier de changement d'exploitant, au chapitre "capacité technique". L'encadrement est principalement issu de Vencorex et, en partie, de Wanhua (groupe chimique chinois). Les agents postés sont tous d'anciens employés de Vencorex. On peut donc estimer que le personnel et l'encadrement disposent de l'expérience et des compétences nécessaires pour opérer les installations en sécurité.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Mise en commun des moyens

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/04/2025

**Thème(s) :** Autre, Mise en commun des moyens

### **Prescription contrôlée :**

#### Article 2.3.1. Mise en commun des moyens

Les exploitants de la plateforme chimique de Le Pont-de-Claix peuvent convenir de mettre en commun des moyens destinés à respecter globalement (plateforme) et individuellement (établissements) les prescriptions qui leur sont imposées en application du code de l'environnement. Dans ce cadre, les prescriptions du présent arrêté sont applicables à l'ensemble de l'établissement dont PDC CHEMICAL SAS est l'exploitant étant entendu que l'application de certaines de ces prescriptions peut être dévolue à tout autre signataire d'un protocole d'accord signé entre les exploitants industriels de la plateforme de Le Pont-de-Claix et dont un exemplaire est communiqué au préfet. Toute modification ultérieure du protocole d'accord ou son abandon total ou partiel par l'un des signataires, fait l'objet d'une information immédiate du préfet. L'inspection des installations classées peut organiser ou demander que soient organisées des réunions entre les différents exploitants signataires de ce protocole pour apprécier la réalité de son application en référence aux prescriptions portées par les arrêtés préfectoraux pris au titre des installations classées pour la protection de l'environnement.

### **Constats :**

Par jugement du tribunal des activités économiques de Lyon en date du 10 avril 2025, la société PDC Chemical est entrée en jouissance des actifs et des activités Produits Dérivés de Vencorex (atelier Tolonate) le 14 avril 2025. Le transfert partiel des activités de Vencorex a été autorisé par arrêté préfectoral le 13 avril 2025.

La société Vencorex reste présente sur la plateforme et poursuit la mise en sécurité des installations non reprises par PDC Chemical. Jusqu'à sa mise en liquidation, elle assure les moyens nécessaires au fonctionnement global de la plateforme, conformément aux procédures déjà en place, à savoir :

- Le contrôle d'accès et la surveillance de la plateforme ;
- Les services de pompiers et les moyens d'intervention, à l'exception de ceux spécifiques aux installations ;
- La gestion des rejets généraux ;
- La gestion du détournement des rejets aqueux vers les bassins catastrophes.

Cette organisation a été formalisée le 18 avril 2025 par la signature d'une convention HSE entre tous les partenaires de la plateforme (Vencorex, PDC Chemical, Solvay, Suez, Seqens, Air Liquide). Elle reste valable jusqu'à la mise en liquidation de Vencorex, après quoi la nouvelle organisation décrite dans le dossier de transfert d'activité déposé par PDC Chemical devra être mise en œuvre.

C'est satisfaisant.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Clotûre et gardiennage de la plateforme

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/04/2025, article 3.1.1 et 3.1.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Clotûre et gardiennage de la plateforme

#### **Prescription contrôlée :**

##### Article 3.1.1. Clôture

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie, sur une hauteur minimale de 2,50 mètres. La clôture est facilement accessible à l'intérieur de l'établissement de façon à contrôler fréquemment son intégrité.

##### Article 3.1.2. Gardiennage

Un gardiennage est assuré en permanence. En dehors des heures de travail, des rondes de surveillance sont organisées. L'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles que doit assurer le gardien. Le personnel de gardiennage est familiarisé avec les installations et les risques encourus, et reçoit à cet effet une formation particulière et renouvelée. Il est équipé de moyens de communication pour diffuser l'alerte. Le responsable de l'établissement prend les dispositions nécessaires pour que lui-même ou une personne déléguée, techniquement compétente en matière de sécurité, puisse être alertée et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin durant les périodes de gardiennage.

#### **Constats :**

Le service de gardiennage assuré par Vencorex est maintenu depuis la reprise des activités par PDC Chemical. Il comprend les missions suivantes :

- Contrôler les accès ;
- Accueillir les visiteurs et les entreprises extérieures ;
- Effectuer des rondes et vérifier l'intégrité de la clôture de la plateforme deux fois par poste ;
- Appliquer les contrôles "Vigipirate" : inspection des chargements et des coffres de véhicules.

La présence des quatre gardiens est confirmée, et le protocole d'accès au site est respecté.

Les deux points d'accès à la plateforme sont sous contrôle. L'exploitant a été en mesure de fournir la liste des personnes présentes sur la plateforme au moment du contrôle, incluant le nom, la date, l'heure d'entrée et la société d'appartenance.

La consultation du cahier de poste a permis de vérifier que les rondes et la surveillance de la clôture sont effectuées conformément aux procédures.

<p>A la liquidation de Vencorex, le service de gardiennage sera sous traité à l'entreprise KS. Il est prévu que cette société reprenne une partie des employés déjà en poste. C'est satisfaisant.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Plan d'opération interne**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/04/2025, article 3.6.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'opération interne</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 3.1.6.</p> <p>L'exploitant met en oeuvre dès que nécessaire les dispositions prévues dans le cadre du plan d'opération interne (POI) établi en application de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement. Ce plan est par ailleurs testé au moins tous les ans.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Vencorex maintient son organisation et ses moyens d'intervention jusqu'à la fin des opérations de mise en sécurité de ses installations, ainsi que jusqu'à sa mise en liquidation. Toutefois, cette organisation a été adaptée à la diminution du risque sur la plateforme, étant donné que tous les potentiels dangers des ateliers arrêtés ont été traités dans le cadre de la mise en sécurité. Les détails des moyens mis en œuvre sont décrits dans les fiches de constats 5 et 6.</p> <p>Ainsi, le plan d'urgence actuellement en vigueur sur la plateforme est le Plan d'Opération Interne (POI) de Vencorex.</p> <p>Ce POI est en cours de révision par les équipes de PDC Chemical (anciennement Vencorex). À ce jour, les fiches scénarios des installations restantes sur la plateforme ont été révisées (PDC Chemical, Suez, Seqens, Solvay). Le nouveau schéma organisationnel reste à formaliser.</p> <p><b>Observation de l'inspection des ICPE :</b> À la liquidation de Vencorex, le nouveau POI de la plateforme doit être effectif. Celui-ci devra également inclure les nouvelles dispositions introduites par le retour d'expérience (REX) de Lubrizol, à savoir la liste des substances susceptibles d'être libérées en cas d'accident et les moyens prévus pour réaliser des prélèvements dans l'environnement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Equipe de sécurité**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/04/2025, article 3.4.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Equipe de sécurité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 3.4.2. Équipe de sécurité</p>

L'établissement dispose d'un service de sécurité placé sous l'autorité directe du directeur de l'établissement ou de l'un de ses adjoints. Les agents non affectés exclusivement aux tâches d'intervention, doivent pouvoir quitter leur poste de travail à tout moment en cas d'appel.

« L'exploitant élabore une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses installations et pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Afin d'atteindre les objectifs définis à l'article 43-1 du présent arrêté, l'exploitant dispose de moyens de lutte contre l'incendie qui lui sont propres

#### **Constats :**

Pour mémoire, les moyens humains doivent permettre de lutter efficacement contre le scénario majorant pouvant se produire sur la plateforme. Ces moyens ont été décrits et justifiés dans le dossier de transfert partiel des autorisations de Vencorex au profit de PDC Chemical.

Il est constaté que l'astreinte et les équipes d'intervention restent régies par l'organisation mise en place par Vencorex, avec des effectifs adaptés au niveau d'activité et de risque subsistant sur la plateforme.

L'exploitant a présenté la feuille d'astreinte POI de la semaine ainsi que la liste des personnes constituant l'équipe d'intervention. La présence de certains de ces personnels a pu être constatée sur le site.

En cas d'événement sur le site au moment de l'inspection, l'équipe serait constituée de :

- Une cellule d'astreinte composée d'un Directeur des Opérations d'Intervention (DOI), d'une astreinte Suez, d'une astreinte Seqens et d'une astreinte maintenance/énergie.
- Une équipe d'intervention composée d'un chef d'équipe de sapeurs-pompiers, de six pompiers présents sur le site et de deux agents d'intervention "moyens généraux" (poste de garde).

PDC Chemical indique que des ESI sont en cours de formation afin d'assurer une présence permanente d'au moins un ESI par poste sur l'atelier Tolonate.

Ainsi, sous réserve de la présence permanente d'un ESI sur les ateliers de PDC Chemical, la situation des effectifs est conforme au dossier de transfert partiel d'autorisation au profit de PDC Chemical.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande d'action corrective n°1 :** Disposer d'un équipier de seconde intervention formé par poste à l'atelier Tolonate

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 15 jours

#### **N° 6 : Moyen d'intervention**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyen d'intervention



<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a maintenu le protocole d'entraide actuellement en place avec les pompiers d'ARKEMA de la plateforme chimique de Jarrie.</p> <p>Le jour de l'inspection les moyens matériels en service au sein de la plateforme étaient :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 FMOGP pompe (débit : 4000 l/min) - Fourgon mousse grande puissance (1500 l d'émulseur) ;</li> <li>• 2 FMOGP de remplacement (panne, révision etc...) ;</li> <li>• 1 CCM (approvisionnement en émulseur) - Camion-citerne mobile - (4000l d'émulseur) ;</li> <li>• 1 camion PCA (poste de commandement avancé) ;</li> <li>• 1 VSAV - Véhicule de secours et d'assistance aux victimes ;</li> <li>• 1 VSAV de remplacement (secours) ;</li> <li>• 1 VL agent de sécurité (levée de doute, rondes, etc.) ;</li> <li>• 1 VTP - Véhicule transportant des personnes ;</li> <li>• 1 remorque renfort équipement (tuyaux, canons à eau...)</li> <li>• présence d'ARI en quantité suffisante</li> <li>• présence de 16000 l d'émulseur</li> </ul> <p>La plateforme dispose d'un réseau incendie pouvant être alimentée par les puits présents sur le site et, en cas de perte d'utilité, par gravité depuis une réserve d'eau de 7000 m3.</p> <p>Ces moyens matériels sont largement suffisants pour faire face au scénario d'incendie majorant (besoin de 5500 l d'émulseur + 7000 l/min d'eau (1 FMOG + 2 canons portables de 1500 l/min)</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir réalisé un exercice le 14/03/2025 pour tester les moyens humains au regard des matériels à opérer. Cet exercice confirme que les moyens prévus sont suffisants pour lutter contre l'incendie du scénario majorant. C'est satisfaisant.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Surveillance des rejets aqueux

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/04/2025, article 6.6.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejet général de la plateforme</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>6.6.2 - Avant mélange avec d'autres effluents, un échantillonnage représentatif en sortie du rejet général est effectué sur l'effluent : par période de 24 heures est prélevé un échantillon de 4 litres au moins, représentatif des caractéristiques moyennes de l'effluent rejeté durant cette période ; cet échantillon est conservé à 4° C pendant 7 jours, à la disposition de l'inspection des installations classées, dans un récipient fermé sur lequel sont portées les références du prélèvement. Sur un échantillon représentatif des caractéristiques de l'effluent rejeté dans le Drac durant les 24 heures précédentes, l'exploitant réalise une autosurveillance selon les modalités fixées en annexe 3 du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p>

Les égouts procédés ESA 1 et ESA 2 ne sont plus en service. Les ateliers restant en activité rejettent leurs eaux procédés, après traitement, dans le réseau enterré de la plateforme pour rejoindre le rejet général. Chaque industriel est responsable de la surveillance de ses rejets aqueux en sortie de ses installations.

La surveillance du rejet général est de la responsabilité de PDC Chemical. Jusqu'à sa liquidation, Vencorex exerce cette surveillance sous la supervision de PDC Chemical. Il a été constaté que le préleveur du rejet général est en fonctionnement. Il permet de réaliser un échantillon représentatif grâce à un prélèvement asservi au débit. Les échantillons sont conservés à 4°C dans une armoire réfrigérée. Le prélèvement est effectué sous la responsabilité du laboratoire de la plateforme, et les échantillons sont ensuite confiés à un prestataire extérieur pour analyse. La surveillance de ce rejet est mensuelle et vise à évaluer le transfert de molécules "historiques" (non produites et non manipulées par PDC Chemical) présentes dans la nappe vers le Drac.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 8 : Prévention des pollutions accidentelles

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/04/2025

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles

##### **Prescription contrôlée :**

###### 6.6.8

Des contrôles en continu du pH et du COT sont effectués sur les eaux pluviales et de refroidissement, pour vérifier l'absence de pollution ; en cas de détection de pollution, les eaux doivent être détournées vers le bassin de confinement prévu au paragraphe 6.7.7 et des prélèvements ponctuels sont effectués sur les différents points de rejet concernés afin d'identifier l'origine de la pollution ; les éléments à analyser sont déterminés en fonction des risques spécifiques aux différents points de rejet.

###### 6.7.7. Bassin de confinement

La plateforme chimique est équipée d'un bassin de confinement. Ce bassin doit pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction. Le rejet des eaux ainsi collectées dans le milieu naturel ne pourra être effectué qu'après contrôle de leur qualité, et si besoin après un traitement approprié, selon un protocole de rejet préétabli et soumis à l'avis de l'inspection des installations classées. Dans tous les cas, le rejet devra être compatible avec le milieu récepteur. Le bassin doit être maintenu, en temps normal, au niveau le plus bas techniquement admissible. L'établissement s'assure que la capacité de rétention disponible est d'au moins 40 000 m<sup>3</sup>.

##### **Constats :**

Lors de l'inspection, la gestion du bassin catastrophe et le détournement des eaux polluées vers ce bassin étaient assurés par Vencorex, sous la responsabilité de PDC Chemical. Il a été constaté que la capacité à confiner les eaux sur le site était opérationnelle :

- Chaque égout est équipé d'une surveillance continue du pH, du COT (Carbone Organique Total) et des COV (Composés Organiques Volatils).
- Cette surveillance déclenche une alarme en cas de dépassement des seuils prédéfinis.
- Le détournement des égouts peut être commandé depuis le poste de garde, soit sur

<p>demande d'un atelier, soit en réponse à une alarme liée à la surveillance continue.</p> <p>Le système de détournement a été testé avec succès le jour de l'inspection. Les observations visuelles ont permis de constater :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le bon état général du bassin de rétention.</li> <li>• La présence d'environ 4 000 m<sup>3</sup> d'eau (sur une capacité totale de 40 000 m<sup>3</sup>), résultant du nettoyage des installations dans le cadre de leur mise en sécurité. Ces eaux étaient destinées à être traitées par la Station de Traitement des Eaux Résiduelles (STDER).</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 9 : Inertage des cuves de liquides inflammables**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/04/2025, article 1.1.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Inertage à l'azote</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Extrait de l'étude de dangers :</p> <p>Les réservoirs de stockage d'HDI et de solvants sont inertés à l'azote et sont disposés dans des cuvettes de rétention.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La fourniture d'azote, nécessaire à l'inertage des capacités contenant des liquides inflammables, est actuellement assurée via une canalisation de transport d'azote provenant de l'unité de production d'Air Liquide située à Jarrie. Cette canalisation étant exploitée par Vencorex, ce mode d'alimentation cessera à la liquidation de Vencorex.</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté en salle de contrôle de l'atelier Tolonate que l'inertage des capacités contenant des liquides inflammables était effectif, ce qui est satisfaisant.</p> <p>Il a également été observé sur le site de l'atelier la présence de deux trailers d'azote, permettant de suppléer aux besoins en azote au moment de la mise en liquidation de Vencorex. Cette disposition est conforme au dossier de transfert d'autorisation.</p> <p>À plus long terme, PDC Chemical envisage d'équiper son site d'une installation de production d'azote de type PSA (Adsorption par Inversion de Pression). Ce projet devra faire l'objet d'un "porter à connaissance" préalable afin d'évaluer l'impact et les dangers d'une telle installation au sein de l'atelier.</p> <p><b>Observation :</b> La mise en service d'une unité de production d'azote sur l'atelier Tolonate devra faire l'objet d'un "porter à connaissance" préalable, conformément à l'article R181-46 du code de l'environnement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>